

GRAND DEBAT NATIONAL DU 18 FEVRIER 2019 A BOUGÉ-CHAMBALUD (ISÈRE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires d'Agnin, Anjou, Bellegarde-Poussieu, Bougé-Chambalud, Jarcieu et Sonnay, et animée par Monique LIMON Députée 7^{ème} circonscription Isère

ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS

Pas beaucoup de propositions et solutions. Par rapport aux questions on est tombé d'accord sur un bilan négatif, en souci avec l'organisation de l'Etat et des services publics.

Faut-il réduire le nombre de collectivités locales en France ? perplexes car plutôt que de réduire ou augmenter le nombre, le problème est de savoir ce qu'elles font et les moyens dont elles disposent pour conduire leur action.

Que fait le département ? que font les régions ? Les services dépendent de plusieurs niveaux de collectivités et au sein de chacune on a du mal à savoir comment se répartissent les moyens pour accomplir cette mission. Par exemple pour le RSA la personne ne sait pas où elle doit s'adresser. Les services sociaux sont loin et la collectivité gestionnaire n'est pas forcément établie. En tant que citoyen usager des services publics on constate que quand on a une question à poser, on est renvoyé d'un endroit à un autre, on n'a pas d'interlocuteur, on n'a pas d'administration.

Présence des services publics = plutôt absence on n'en trouve pas.

Les services sur internet : on est tombé d'accord pour dire que les services publics par internet c'est un fiasco que ce soit pour la retraite, la santé, le chômage... Tous les services par l'intermédiaire d'internet, c'est une catastrophe, c'est une galère invraisemblable. Pour les dossiers de retraite, j'ai réussi à boucler mes dossiers au bout de 18 mois à partir de la date à laquelle elle devait m'être versée. On n'a pas de conseiller. Quand on est sensé avoir une hot-line on passe 3 heures pour avoir un conseiller qui nous répond que maintenant tout se fait par internet. Il faudrait un agent public, une personne qui soit compétente, un minimum disponible et si possible pas trop loin. C'était mieux avant. Cette modernisation particulièrement par internet c'est une catastrophe totale. Le défenseur des droits, J. Toubon a insisté sur le fait que les citoyens n'avaient pas un égal accès aux droits, comment percevoir ses droits, y compris avec l'obstacle d'internet.

La qualité des services publics... une dégradation. Sentiment général marqué, de dégradation du service public. C'est une chute constante.

Proposition de maison de services publics de nature à enrayer cette dégradation, cet éloignement. Le citoyen ordinaire a le sentiment que tout s'éloigne de lui.

Les démarches administratives sont trop complexes, pour les améliorer il faut un interlocuteur compétent.

Les agents publics : surtout ne pas réduire. Les personnes qui travaillent dans l'aide aux personnes, les EHPAD. On sait que l'espérance de vie d'une infirmière est de 7 ans inférieure à celle d'une autre profession. Cela veut dire qu'il ne faut surtout pas réduire le nombre.

Les fermetures programmées des services hospitaliers, cela nous met en état de panique. Le plan santé, on ne voit pas comment notre santé va s'améliorer. On est de plus en plus nombreux. On est de plus en plus de personnes qui vieillissent et on aura moins de personnel.

Les services psychiatriques qui ferment alors qu'une personne sur 5 aura un problème de santé psychiatrique. Il y a 1000 postes de psychiatres qui manquent.

Les agents publics, il faut les maintenir aussi dans l'éducation. Quand on ferme les classes en milieu rural on ne voit pas en quoi cela va améliorer la vie des français.

Internet c'est bien mais aujourd'hui tout le monde n'a pas internet à la maison et tout le monde n'a pas la capacité de l'utiliser. Il faut laisser la possibilité à ceux qui en ont besoin, d'aller faire les papiers comme on le faisait avant.

Maison de service public : cela est très bien mais il faut faire attention car avant des postes il y en avait dans tous les patelins. J'ai peur qu'on en mette une sur un secteur mais malheureusement on sera obligés de se déplacer à 20 ou 30 bornes. Oui aux maisons de services publics mais à condition qu'il y en ait un peu partout.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

La rémunération des élus est un grand sujet car il y a différentes choses.

Taux d'absentéisme nombre de députés et de sénateurs. Des personnes qu'on ne voit jamais. L'idée est d'en réduire le nombre. La question s'est posée, si les députés sont là pour représenter leur territoire ou pour voter les lois ?

Le train de vie de l'Etat, la transparence, les lobbys, des personnes étrangères aux élus qui viennent imposer des choses.

Il y a une nécessité de transparence sur le train de vie de l'Etat.

Gestion des finances publiques et patrimoine de l'Etat : le fait d'avoir vendu les sociétés d'autoroute, alors que cela rapportait et d'avoir gardé ce qui ne rapporte pas. Problème de qualité de gestion de l'Etat, dépenses inutiles, nationalisation, privatisation qui coûtent de l'argent.

Evasion fiscale de la part des sociétés, avec la fiscalité des sociétés sur tout ce qui est GAFA. Plus les sociétés sont importantes et moins elles paient les impôts (optimisation fiscale)

Il faut penser autrement les grands secteurs de dépenses de l'Etat, tout ce qui est santé publique par exemple (la santé doit être sanctifiée). Il faut oublier les bénéfiques, ne pas privatiser la retraite, ne pas privatiser tout ce qui est compétence de l'Etat. Les fonctions régaliennes est à préserver.

Assistanat : exemple concret. Est-ce qu'on doit aujourd'hui aller dans l'assistanat ou pas. Ce qu'on fait est-ce que c'est suffisant ou pas ? Il faut lutter contre la fraude sociale.

Armée : obligatoire pour certains, pour d'autres on dépense beaucoup trop.

Harmonisation sur la fiscalité Européenne. Aberration des paradis fiscaux au sein de l'Europe.

Evasion fiscale : il faut savoir que pour les particuliers, il y a entre 80 et 90 milliards par an pour les entreprises c'est entre 110 et 150 milliards. Impôts sur les GAFA qu'on les impose sur une base de 10% ce qui n'est pas énorme contrairement aux entreprises françaises.

Par rapport aux cotisations sociales, aux retraites et aux impôts et l'assistanat : avant les nouvelles dispositions sur les retraites quand quelqu'un travaillait on prenait 20% sur son salaire pour le

chômage, la retraite et la santé et l'employeur 40%. Soit salaire 1600 euros 20% pour la retraite et la santé et le chômage et l'employeur mettait 40%. Cela a été supprimé. Le gouvernement dit on va alléger les cotisations sociales.

La fiscalité sur le travail est allégée et cela représente environ 50 euros par mois pour les salariés français soit environ 21 millions de personnes qui travaillent en France. Cet argent on ne sait pas ce qu'ils en font. L'employeur ne met plus les 40% de plus pour les retraites et la santé. Tout cela est pris sur les retraités avec la CSG. Quand j'avais la retraite je pouvais dépenser de l'argent, je pouvais aider les petits enfants, je pouvais contribuer à l'économie. Maintenant on me prend une proportion incroyable de cotisations qui sont censées payer la santé.

Il y a là une escroquerie qui mettrait n'importe qui en prison.

Il n'y a que 44 % de ménages qui paient l'impôt. Pourquoi ne paierions-nous pas l'impôt à partir du premier euro cotisé.

Niches fiscales : j'en bénéficie pour le changement des chaudières. Nous sommes tous des gens raisonnables. 10 % bénéficient de 50 % des niches fiscales au lieu de l'arroser sur l'ensemble des citoyens. C'est une gouvernance médiatique.

Ma proposition : partage équitable, équité et non pas des privilégiés.

Je propose de supprimer tous les avantages des anciens présidents. Je ne vois pas pourquoi ils continuent à en bénéficier. Idem certains anciens ministres, personnalités du monde politique.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Associations syndicales quel rôle : les associations et syndicats ça crée du lien social, c'est bien de s'engager.

Représentativité des élus : dans le milieu rural on connaît bien ses élus, on a envie de dialoguer. Dans les villes, c'est plus compliqué.

Cumul des mandats : non il ne faut pas revenir dessus.

Trop de technocrates. Trop de grands élus.

Les ministres doivent rester dans leur domaine, ils doivent être des experts dans leur domaine.

Quelle place de la proportionnelle : néant.

AN Sénat et Conseil Economique : les sénateurs, les députés, les ministres devraient être plus accessibles. Ils doivent aller vers les gens toute l'année. Les réunions publiques doivent être communiquées sur les panneaux d'affichages. Trop de députés et de sénateurs. Découpage non cohérent, il faudrait un découpage par compétence ou catégorie socio-professionnelle.

Les citoyens doivent être impliqués sous forme de référendum national et local.

Oui il faut prendre en compte le vote blanc.

Non pas de vote obligatoire, c'est une volonté de chacun de pouvoir s'exprimer.

Démocratie participative : besoin de relancer la solidarité. Coopérative solidaire. Il y a des politiques qui ont conduit à créer de grandes zones commerciales au détriment des villages. Problématique notre mode de consommation au quotidien, le manque de temps au quotidien, les contraintes familiales. Si on travaille dans une agglomération, on perd beaucoup de temps dans les trajets.

Face à l'individualisme qui se développe depuis de nombreuses années, j'ai insisté sur les approches mutualisées qui devraient se développer localement. Sur un groupe de communes rurales voisines, les services comme les commerces doivent adopter des approches mutualisées, afin de revivifier le territoire et permettre à chacun d'entre eux d'être opérationnels et rentables : exemple une boulangerie pour plusieurs communes, une boucherie pour ces mêmes communes mais localisées dans une autre des communes concernées.

Une réserve a été évoquée : la question du transport, mais cet argument n'a pas suscité une réelle adhésion, d'autant que ces déplacements sont moins importants que ceux qu'ils réalisent pour rejoindre les grands surfaces actuelles.

En réponse, l'importance de la solidarité est à redévelopper à revivifier. L'école doit y trouver toute sa place mais la famille comme la vie associative restent des atouts essentiels.

Dans ce cadre, a aussi été partagée la place des associations (de nombreuses personnes présentes ont précisé être membre d'associations locales). Elles doivent parfois évoluer dans leur mode de fonctionnement, dans leur dynamique, dans leurs projets, mais la suppression des emplois aidés a été l'une des causes de leurs difficultés actuelles. Il faut les réinstaller comme corps intermédiaires et les élus locaux doivent savoir les consulter, les rencontrer, le écouter. Remarque sur les élus doivent revenir vers les personnes qui les ont élus pour les consulter sur la politique menée, les projets du gouvernement.

En Belgique, le vote est obligatoire (90% de vote). En France, le taux de participation est de 40%.

Après les gens se plaignent que les bonnes décisions ne soient pas prises.

TRANSITION ECOLOGIQUE

C'est notre avenir à tous. Air, eau, biodiversité, climat, les 4 sont importants.

Plus d'infos plus de mesures sur l'air ambiant. Plus de conscience collective, que les citoyens prennent conscience de la gravité du problème. Besoin de décisions et de prises en charges radicales.

Entreprises et particuliers cela nous concerne tous car ce sont les gestes quotidiens : le tri, la consommation, se tourner vers le vrac, se remettre à la consigne du verre.

En quoi être vous concernés : déplacement, chauffage. Au sein des campagnes il faudrait plus de facilité pour se déplacer, co-voiturage, il faut de l'entraide citoyenne.

C'est bien de demander aux citoyens de faire des actions, il faut aussi demander aux gros. Pourquoi le glyphosate n'est pas encore interdit ? on sait que c'est dangereux pour notre santé, pour la terre. Il faut aider les agriculteurs pour qu'ils mettent en place ce changement, pour les rediriger vers d'autres solutions. Exemple l'argile cela marche très bien. C'est la responsabilité du gouvernement de l'imposer.

Les dispositifs et aides : moins de taxes sur les produits solidaires, taxer les plus gros pollueurs comme total. Sur 17 milliards de bénéfices on peut les taxer de 10%. On redistribue sur tout ce qui est économie durable, l'écologique.

Taxer les transports aux étrangers, les transits, une fiscalité européenne uniforme. Une aide à l'installation géothermie, aérothermie, biomasse, ce sont des formes de changements et de procédés qui pourraient aider à avoir de l'ampleur et se diffuser avec l'argent des taxes des plus gros pollueurs. Prendre aux pollueurs pour amplifier l'écologie.

Plus de facilité pour que le logement soit isolé. Cela peut beaucoup changer sur la consommation de chacun. Il y a une aide de 1 euro pour isoler. Il y a toute une pédagogie, une conscience collective à avoir. Mutualiser des chaudières mais c'est plus compliqué dans les campagnes.

Dispositifs et aides : éco-responsabilité citoyenne, encourager le vrac, consignes verre. Dans les campagnes pourquoi ne pas motiver, négocier avec les agriculteurs pour qu'il y ait une baisse des prix. Il faut s'unir, nous mettre d'accord.

Environnement : si on veut que ce soit plus écologique, il faut de la pédagogie, il faut propager le fait que les pesticides sont mauvais. Il faut que le gouvernement prenne ses responsabilités et arrête de se faire corrompre par les lobbys.

A quelle échelle agir : au niveau de l'Europe, à tous les niveaux, communautés de communes et groupements citoyens. Il faut commencer local.

Insister sur l'abandon du glyphosate, c'est un poison violent. Dans les urines 25 fois supérieur à la normal. C'est un cancer à venir.

Bénéfice qu'il y a pour l'environnement de vendre les barrages. Nous sommes dans une région d'industrie hydroélectrique. On a vendu notre savoir-faire avec Alstom. Je voudrais savoir en quoi cette vente aide à la transition écologique. Nous avons des barrages, de l'eau, de l'électricité, pourquoi c'est intéressant d'y placer sous la propriété de quelqu'un d'autre.

Aujourd'hui en France on a le savoir-faire la capacité de produire du bio-carburant et aujourd'hui des personnes sont obligées de partir à l'étranger parce qu'en France on ne veut pas développer. On préfère polluer la planète parce que c'est plus rentable.

La montagne d'or en Guyane un véritable gouffre environnemental et financier qui détruit la biodiversité. Je ne vois pas en quoi c'est bon pour la planète ?

Pourquoi on recule autant sur le nucléaire. Les centrales sont vieillissantes.